

Communiqué de presse de l'Union suisse des paysans du 3 janvier 2020

L'an 2020 sera une année décisive pour les familles paysannes

À l'occasion de sa conférence de presse annuelle, qui s'est tenue en ce jour sur l'exploitation d'élevage porcin de Samuel Schwab, l'Union suisse des paysans a demandé une stratégie cohérente pour l'agriculture suisse en vue des initiatives populaires, de l'accord de libre-échange avec le Mercosur et de la Politique agricole 22+. Le secteur agricole est fier de faire figure d'exemple en matière de protection de l'environnement et de bien-être animal. Aussi n'a-t-il cessé de travailler pour s'améliorer encore. En 2020, il fera tout son possible pour empêcher que les deux initiatives encourageant les importations ne chamboulent la production indigène.

L'an 2020 place les familles paysannes face à des sujets déterminants. Il y a tout d'abord le message sur la politique agricole à partir de 2022 (PA 22+), puis l'accord de libre-échange avec le Mercosur, et enfin la votation sur les deux initiatives « Pour une eau potable propre » et « Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse ». À l'occasion de sa conférence de presse annuelle, qui s'est tenue en ce jour sur l'exploitation d'élevage porcin de Samuel Schwab à Worb (BE), l'Union suisse des paysans (USP) a exposé les liens qui unissent ces trois thèmes et les défis qu'ils représentent pour l'avenir de l'agriculture suisse.

Des initiatives trop extrêmes

Les exigences des deux initiatives, dont l'acceptation mettrait à mal le secteur agroalimentaire suisse dans son ensemble, constitue un premier défi. À l'heure actuelle, l'agriculture produit ce qu'achète la population. Cette dernière serait donc déjà en mesure de déterminer la production : elle pourrait par exemple privilégier la production biologique, voir même faire de la Suisse un pays 100 % bio. Si ces deux initiatives viennent à passer, croire que tout le monde ne voudra aussitôt consommer plus que des produits bio et sera prêt à payer davantage relève de la chimère pour l'USP. En réalité, la production indigène chutera, et les produits conventionnels vendus à l'heure actuelle se verront importés. Dans le cadre de l'initiative sur l'eau propre, qui ne vise que les paiements directs et qui ne contient aucune interdiction, l'USP redoute que les exploitations ne se rabattent sur d'autres stratégies, toutes contreproductives. Les familles paysannes qui s'en sortent avec peu de paiements directs pourront y renoncer totalement. Les exploitations disposant de cultures où la protection des végétaux revêt une grande importance, comme les cultures arboricoles, maraîchères ou viticoles, ainsi que celles spécialisées dans l'élevage porcin ou avicole, pourraient voir là une solution moins contraignante. Qui plus est, cette stratégie ferait tomber d'autres restrictions et conditions.

Des contradictions et des équations impossibles à résoudre

L'accord de libre-échange avec le Mercosur constitue un deuxième défi. Il se présente en quelque sorte comme l'antithèse des deux initiatives. Dans ce cadre, la Suisse « officielle » fait peu état de la durabilité et de la protection des animaux. Pour les aliments produits en Amérique du Sud, les moyens utilisés et la manière dont les animaux ont été gardés et nourris semblent n'être d'aucune importance. Là, la Suisse est même prête à faire des concessions qui affaiblissent de manière considérable notre système de production, lequel connaît des conditions tout autres.

La PA 22+ représente un troisième défi. Cette politique devra résoudre la quadrature du cercle en tenant compte de toutes les exigences contradictoires posées à l'agriculture. La PA 22+ devra rendre l'agriculture encore beaucoup plus durable, renforcer le bien-être animal, mais aussi miser davantage sur la compétitivité et le marché. Nul besoin d'être devin pour savoir qu'elle ne réussira pas ce tour de force. Aussi l'USP demande-t-elle au Conseil fédéral de définir, en sa fonction d'instance suprême, une stratégie claire et de la suivre de manière conséquente.

Page 2 | 2

Continuer de montrer l'exemple

L'agriculture suisse est une pionnière en matière de production respectueuse de l'environnement et des animaux, et elle compte bien le rester. C'est pourquoi elle travaille sans relâche pour s'améliorer encore, surtout en ce qui concerne le recours aux produits phytosanitaires. Par conséquent, l'USP soutient aussi l'initiative parlementaire proposée par la CER-E et approuvée par la CER-N visant à instaurer une trajectoire contraignante de réduction pour les risques découlant de l'utilisation de pesticides. En cette nouvelle année, la faïtière agricole compte par ailleurs informer la population et l'inviter au dialogue. Elle veut montrer ce que font les familles paysannes, pourquoi elles le font et comment elles assument leur responsabilité pour protéger l'environnement et garantir la santé des animaux de rente. Enfin, dans le cadre de la campagne de votation, le secteur agricole veut convaincre les citoyens à glisser un double non dans les urnes, car les deux initiatives n'apportent pas ce qu'elles promettent au premier abord. En effet, elles vont mettre à mal la production indigène et durable, tout en favorisant les importations et le tourisme d'achat.

Renseignements :

Markus Ritter, président de l'USP, tél. 079 300 56 93

Jacques Bourgeois, directeur de l'USP, tél. 079 219 32 33

www.sbv-usp.ch